



## Fiche 3 : Préserver la biodiversité et la ressource en eau

La protection des espèces patrimoniales et le maintien de la biodiversité seront les critères du choix des espaces exclus de l'urbanisation. (p.25 PADD)

Le Pays de Coutances encourage également les collectivités à tenir compte des continuités existantes entre les espaces naturels, en particulier entre le littoral et les zones humides continentales, dans leurs projets d'urbanisation ou d'aménagement d'infrastructures.

Les « corridors écologiques » majeurs du territoire seront ainsi identifiés : sur ces espaces, priorité sera donnée à la densification des bourgs existants plutôt qu'aux extensions de l'urbanisation, afin de ne pas réduire davantage ces espaces importants pour la biodiversité locale. (p.25 PADD)

En limitant la pression urbaine sur le milieu récepteur, eaux douces de surfaces en particulier, en agissant pour promouvoir une gestion efficace des eaux usées et des eaux pluviales, les choix d'aménagement contribueront au maintien de la qualité de l'eau de mer et de l'ensemble des eaux de surface. (p.15 PADD)

### Identifier et préserver la trame verte et bleue



**La trame verte et bleue** est un instrument conceptuel qui regroupe le réseau hydrographique, les zones humides, le maillage bocager, les espaces boisés, les espaces naturels protégés, et plus largement les espaces non bâtis. Son but est de mettre en valeur ces espaces qui présentent un intérêt particulier dans la préservation de l'habitat des différentes espèces animales et qui favorisent les migrations faunistiques et les échanges entre milieux naturels. (p.15 DOG)

A l'échelle du SCoT, cette trame identifie les principaux continuums naturels ainsi que les corridors écologiques qui les relient : principaux cours d'eau, espaces naturels sensibles, espaces protégés, et plus généralement le maillage bocager. Elle est présentée sur la carte Trame verte et bleue (cf. page suivante). (p.15 et Annexe 4 DOG)

A leur échelle, toutes les communes du Pays devront **identifier la trame verte et bleue** sur leur territoire, protéger les continuités les plus importantes dans le cadre de l'élaboration de leur PLU et les mettre en valeur au travers des projets d'aménagement paysager. Pour identifier les continuités à préserver et protéger, elles s'appuieront notamment sur leurs fonctions écologique, hydraulique et paysagère. Elles privilégieront également les liaisons entre les zones biologiquement les plus intéressantes tels que les marais, les massifs boisés, les landes, etc. (p.15 DOG)

En prenant en compte un périmètre plus large, les communes devraient tenir compte des continuités sur les communes limitrophes et s'assurer que la trame verte et bleue soit cohérente avec celle des territoires alentours. (p.15 DOG)

### Protection des zones protégées et de leurs espaces périphériques

Le Pays de Coutances héberge d'importants espaces naturels de grande valeur écologique, le plus souvent protégés, notamment dans la bande côtière, les landes, les marais du Cotentin et du Bessin, les monts autour de la Haye-du-Puits, les vallées dans la partie Sud-Est du Pays, mais aussi des sites de plus petite taille tels que les anciennes carrières. (p.16 DOG)

Les **espaces remarquables pour le littoral** cf. fiche 4 § Préserver les espaces naturels

Le SCoT incite les collectivités à **poursuivre leurs efforts de protection et de gestion patrimoniale** des sites naturels remarquables, en particulier dans les espaces du PNR et des landes de Lessay. Les mesures de protection intégreront également les franges des sites protégés, en tenant compte des particularités des lieux, en particulier de l'exploitation des terrains agricoles proches et des liens fonctionnels entre les écosystèmes. (p.16 DOG)



Les collectivités porteront une grande attention aux **aspects paysagers des zones à urbaniser à proximité** ou en limite des zones naturelles protégées, notamment par la réglementation et les orientations d'aménagement. (p.16 DOG)

Dans les sites naturels sensibles soumis à une forte pression de visiteurs, les communes prendront les mesures adaptées pour **organiser les flux**, notamment en évitant les zones les plus fragiles et les concentrant sur les sentiers aménagés. (p.16 DOG)

Les communes s'engagent à être particulièrement attentives au **traitement des espaces situés en périphérie des espaces à forte valeur écologique**, protégés ou à protéger. Leur gestion doit se faire dans la continuité des principes de protection adoptés. Elles définiront ainsi des **espaces tampons** entre les zones urbanisées et les milieux naturels à forts enjeux écologiques. La reconstitution de continuités écologiques lors des opérations urbaines peut également contribuer à la création de zones d'échanges entre les espaces naturels séparés. (p.17 DOG)

Les communes délimiteront les **franges bocagères des marais** en respectant les orientations relatives à ces espaces fragiles définies par la charte du parc. (p.17 DOG)

## Annexe 4

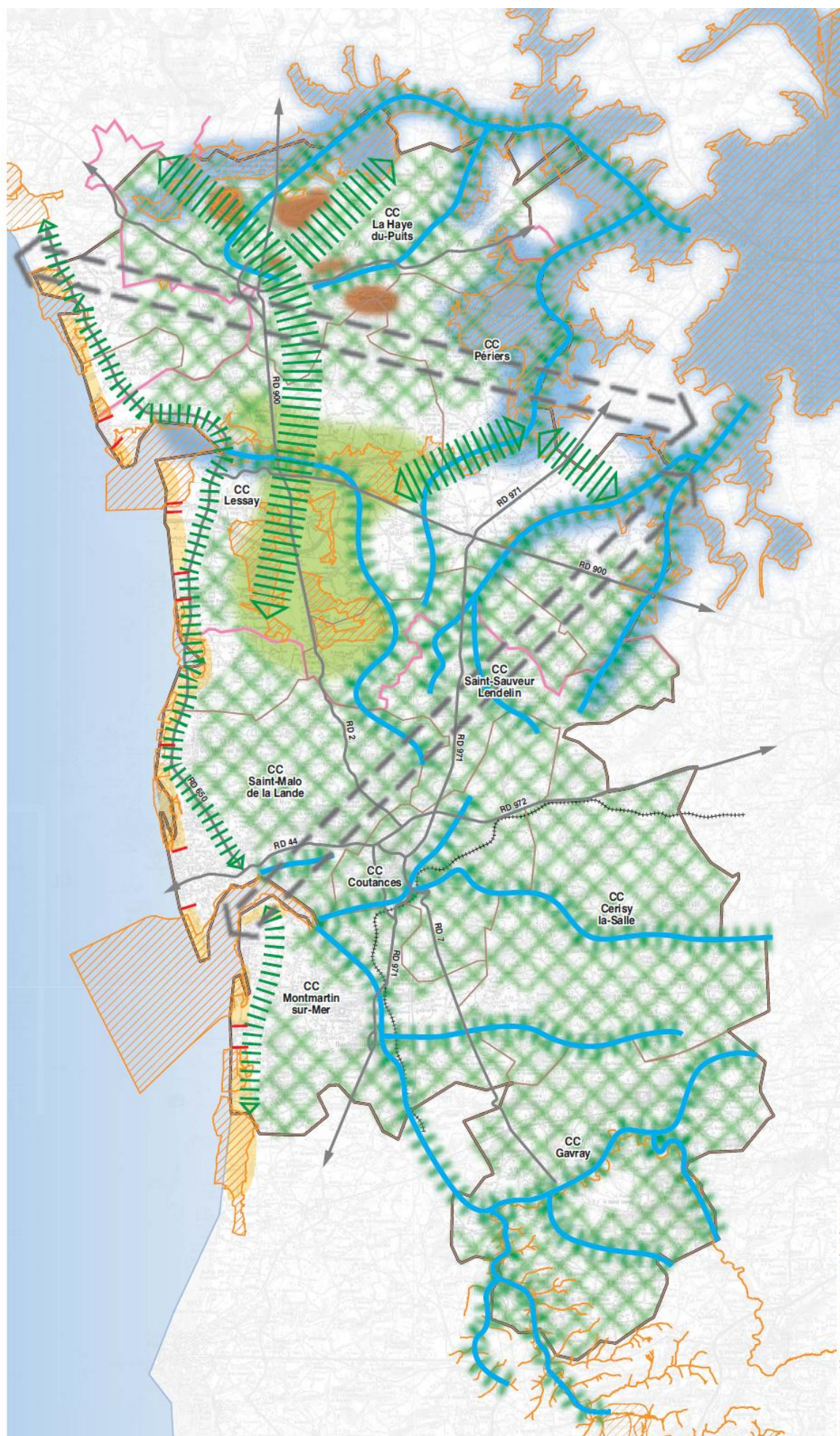
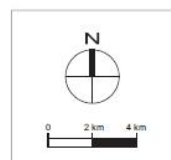
### Trame verte et bleue

-  Périmètre du SCOT
-  Délimitation des C.C.
-  Limites du P.N.R.
-  Voies principales
-  Liaison ferroviaire Caen-Rennes
-  Coupure d'urbanisation littorale

#### Paysages et espaces naturels sensibles

-  Marais
-  Cordon dunaire
-  Landes
-  Les "Cinq Montagnes du Cotentin"
-  Zones naturelles sensibles (Natura 2000, Z.I.C.O., Z.N.I.E.F.F. 1)
-  Principaux cours d'eau
-  Corridor biologique
-  Corridor biologique aérien
-  Maillage bocager

source :  
IGN 100 000ème



## Préservation et entretien du bocage



Les communes mettront en place les dispositifs nécessaires pour préserver le bocage en général et les continuités biologiques en particulier, par exemple en élaborant des **schémas bocagers**. Ces derniers devront établir un inventaire des haies, talus et fossés, ainsi qu'un diagnostic permettant de déterminer l'importance de leur fonction paysagère, écologique et hydraulique, afin de déterminer les éléments bocagers à préserver ou à renforcer. L'échelle intercommunale est particulièrement adaptée pour assurer la cohérence de ces études. (p.15 DOG)

Les communes encourageront leur **entretien par des pratiques adaptées** qui favorisent l'utilisation d'essences locales et garantissent un maillage fonctionnel (brise-vent, érosion, corridors écologiques,...). (p.15 DOG)

Dans les zones urbanisées ou à urbaniser, les **éléments structurants de bocage** pourront être intégrés dans la conception paysagère. Dans ces cas, des emprises suffisantes devront lui être réservées pour assurer sa pérennité et son développement. A cet effet, les PLU pourront, par exemple, mettre en œuvre l'un des trois outils suivants : le classement en espace boisé classé, le classement au titre de l'article L123-1-7 du code de l'urbanisme, l'orientation d'aménagement. (p.16 DOG)

Des **éléments ponctuels** tels qu'arbres remarquables, arbres creux et mares pourront également être protégés. (p.16 DOG)

## Identifier et préserver les corridors biologiques

Le corridors écologiques identifiés dans le SCoT figurent en Annexe 4 (cf. page précédente) et en Annexe 6 (cf. *fiche 4*).

**Corridor biologique arrière dunaire.** Le SCoT identifie un corridor biologique spécifique lié à la position littorale du Pays qui longe la route littorale côté terre et qui est constitué de zones marécageuses, de prairies toujours humides et de petits étangs et/ou de cultures légumières. Les communes littorales veilleront à préserver la continuité biologique le long de la route touristique, reliant les havres par des zones souvent marécageuses, ruisseaux et étangs. (p.17 DOG)



Dans le cadre de l'aménagement ou du réaménagement des principales infrastructures de transport, la **continuité des corridors biologiques** les plus importants devrait être assurée par des aménagements adaptés (des passages à faune par exemple). (p.16 DOG)

Des **corridors écologiques aériens** sont définis par la carte des trames vertes et bleues. L'implantation d'éolienne est déconseillée sur le tracé de ces corridors, qui sont représentés de manière indicative. Il est précisé que les restrictions de constructions dans ces corridors ne concernent pas les installations statiques. (p.16 DOG)

## Favoriser le tourisme vert

Le pays de Coutances se caractérise par une diversité de paysages et un patrimoine riche qui peuvent faire l'objet d'une valorisation touristique dans le cadre du **développement de filières de tourisme vert**. Complémentaire du tourisme balnéaire, le tourisme rural recèle encore un potentiel de développement. Cette offre peut permettre à l'arrière-pays de profiter des retombées liées à l'attractivité de la côte. (p. 17 PADD et p.85 DOG)

Afin de faciliter la pratique des **activités itinérantes de plein air**, les communes sont encouragées à accompagner à leur échelle les projets en faveur de la pêche à pied, de la randonnée, du cyclotourisme et du tourisme équestre. A ce titre, elles soutiendront également les initiatives des particuliers (accueil à la ferme, hébergement rural, artisanat artistique, etc.), notamment par l'accès aux informations et la communication. (p.85 DOG)

Les communes, en collaboration avec le Conseil Général, mettront en valeur le **réseau de voies vertes**, notamment le « plan vélo » adopté ou encore le sentier du littoral. Dans le cadre intercommunal, les collectivités assureront la continuité des itinéraires permettant le déplacement à bicyclette. (p.67 et 85 DOG)

Elles pourront mettre en place des outils collectifs pour informer les pratiquants de la **randonnée** pédestre, du cyclotourisme ou de la randonnée équestre sur les circuits et cheminements existants. (p.85 DOG)

**Aménagement de campings et d'aires d'accueil des camping-cars** cf. *fiche 4* § Accueillir les résidents balnéaires.

## Contribuer à une gestion collective et globale de l'eau



Les communes s'engagent à travailler de manière concertée et en partenariat avec l'ensemble des acteurs impliqués sur la thématique de l'eau afin d'améliorer la qualité de la ressource en eau et des milieux aquatiques et d'en assurer une gestion efficiente. Elles devront rendre compatibles leurs documents d'urbanisme avec le SDAGE. (p. 18 DOG)

Le Pays de Coutances souhaite que soient engagées des démarches de **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux** sur sont territoires. (p.18 DOG, p.24 PADD). Des dispositifs plus légers, tels que des contrats globaux pourront se substituer à ces SAGE. (p.18 DOG)

Les collectivités côtières réaliseront des **profils de vulnérabilité** rendus obligatoires par la DCE et les prendront en compte pour l'élaboration des documents d'urbanisme. (p.21 DOG)

La **qualité des eaux de surface** peut être menacée par trois sources de pollution : les eaux usées domestiques et industrielles, le ruissellement des eaux de pluie sur des surfaces imperméabilisées ou des sols pollués, la submersion de terres polluées. Les extensions urbaines et les implantations d'activités devront prendre en compte ces trois risques dans des conditions adaptées à l'importance des projets et à l'importance des enjeux. (p.21 DOG)

### Milieux aquatiques et zones humides

De manière générale, les collectivités préserveront la ressource halieutique en protégeant les **milieux aquatiques** essentiels et les zones de reproduction et de nourriceries, et elles rétabliront l'écoulement des eaux. (p.18 DOG)

L'urbanisation devra respecter une marge de retrait significative par rapport aux berges des **cours d'eaux** principaux du territoire (Sienne, Souilles, Douve) afin de préserver l'équilibre écologique et l'unité paysagère de ces vallées. Elle permettra de maintenir des ouvertures visuelles et des vues lointaines sur les vallées. (p.18 DOG)

Le SCoT encourage les communes à identifier les **zones humides** et à fixer les modalités de protection réglementaire. A ce titre, après consultation des exploitants agricoles concernés, leur PLU devront identifier les zones humides, les délimiter et définir les modalités de leur préservation, par exemple : l'interdiction de tout affouillement et de tout exhaussement du sol, l'interdiction de tout dépôt de matériaux, l'interdiction de toute construction à l'exception des équipements liés à la gestion de l'eau. (p.19 DOG)

### Eaux potables

Le Pays de Coutances souhaite maintenir et préserver ses ressources d'eau potable. C'est pourquoi les extensions d'urbanisation et la création d'activités ne pourront être engagées que s'il a été vérifié auprès des services qui en sont gestionnaires que les **ressources en eau** disponibles sont effectivement **suffisantes** et que leur **pérennité** est assurée. Ces évaluations seront faites en tenant compte des besoins saisonniers les plus importants. (p.20 DOG)

Les syndicats de protection et les communes doivent assurer la protection de la qualité de la ressource par la mise en place de **périmètres de protection**. A ce titre, la **nappe phréatique de Sainteny** fera l'objet d'une attention particulière. Les pompages ne devront pas compromettre les échanges entre la zone humide et la nappe phréatique pour garantir la préservation de la première et la recharge de la deuxième. (p.20 DOG)

Les communes devront être exigeantes quant à l'amélioration et **entretien du réseau de distribution d'eau potable**. En outre, les projets d'aménagement ou d'extensions des réseaux techniques de distribution, la construction de réservoirs en particulier, devront être pris en compte dans les documents d'urbanisme. (p.20 DOG)

Les communes s'engagent à jouer un rôle de sensibilisation auprès des habitants afin de développer les **économies d'eau** potable. A ce titre, elles favoriseront l'installation d'un dispositif de récupération des eaux pluviales pour les usages domestiques conformément à la réglementation (WC, lavage des sols, arrosage). (p.20 DOG)

### Assainissement

Les projets d'extensions urbaines devront tenir compte des possibilités d'assainissement des eaux usées et des **zonages d'assainissement** arrêtés et approuvés par les communes. Une révision de ces zonages pourra s'avérer nécessaire en cas d'inadéquation avec lesdits projets. (p.22 DOG)

Concernant l'assainissement collectif, les communes devront s'assurer que les **rejets des stations d'épuration** sont maîtrisés. Dans ce sens, elles s'assureront du bon fonctionnement des stations de relevage équipées de trop-pleins, afin d'éviter les risques de pollution induits par d'éventuelles mises en charge. Elles devront également fiabiliser les réseaux de collecte des eaux usées et s'assurer de la réalisation des contrôles de conformité des branchements. (p.22 DOG)

A défaut d'un réseau d'assainissement public, les communes pourront privilégier la mise en place de **systèmes d'assainissement collectifs locaux** (par exemple : disc biologique, lagunage, filtres de roseaux...), afin de limiter les besoins d'espace entraînés par un système d'assainissement individuel. (p.22 DOG)

Dans les secteurs d'**assainissement non collectif**, les communes favoriseront les solutions d'assainissement économes en espace. Une surface minimale de 250 m<sup>2</sup> devra cependant être réservée à la filière d'assainissement. (p.22 DOG)

## Eaux pluviales

**Gestion globale de l'assainissement pluvial.** L'urbanisation et l'implantation de nouvelles activités devront être subordonnées à une approche globale dans le cadre des bassins versants de l'assainissement pluvial, qui pourra prendre la forme de schémas directeurs dans les agglomérations les plus importantes. Cette approche contribuera à maîtriser, lors d'événements pluvieux, les flux de pollution chimique et microbiologiques dus aux lessivages des sols, au ruissellement sur les surfaces imperméabilisées et aux pollutions indirectes, en cas de dysfonctionnement des infrastructures d'assainissement collectifs et individuels. (p.23 DOG)

Le schéma directeur se déclinera dans le zonage et le règlement du PLU sous forme de dispositions spécifiques. (p.23 DOG)

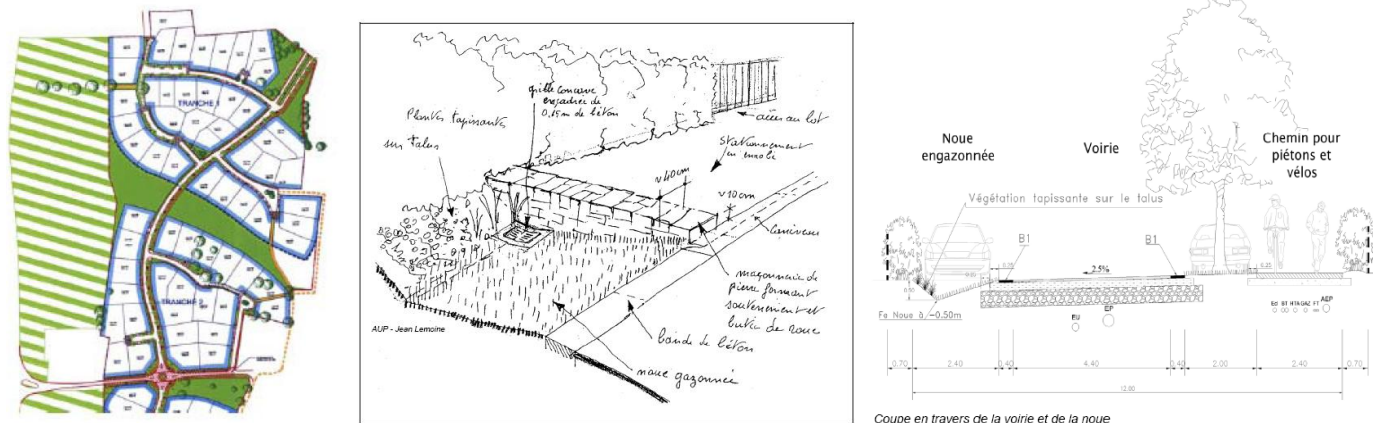
Afin de limiter la quantité d'eaux pluviales rejetées dans le réseau, les **surfaces imperméabilisées** lors de nouvelles opérations d'aménagement devront être limitées. Les revêtements perméables des zones de stationnement garants de la sécurité des usagers sont encouragés. Les documents d'urbanisme pourront définir des coefficients d'imperméabilisation maximaux au travers de leur zonage. (p.23 et 67 DOG)

Dans les nouvelles urbanisations, **l'infiltration des eaux à la parcelle et les techniques alternatives** de gestion des eaux pluviales seront favorisées.

Cette gestion passe notamment par la création d'ouvrages de régulation et de prétraitement permettant de ralentir le ruissellement de l'eau et de favoriser son infiltration tout en participant à la qualité paysagère des nouveaux quartiers : la création de fossés ou noues engazonnées, l'aménagement de bassins de rétention paysagers, les revêtements poreux,...

Dans leurs documents d'urbanisme, pour des zones situées en amont de secteurs à risques d'inondation, les communes pourront définir des débits de fuites maximaux des rejets pluviaux à respecter par les opérations nécessitant une étude dite « au titre de la loi sur l'eau » en application du code de l'environnement. (p.23 DOG)

*Exemple de collecte des eaux pluviales par des noues pour favoriser l'infiltration et ralentir l'écoulement vers l'exutoire*



En particulier, les communes veilleront à ce que toute imperméabilisation nouvelle des sols, réalisée dans le cadre d'une opération publique ou réalisée par un acteur privé et soumise à déclaration ou autorisation, comportant **un rejet direct d'eau pluviale en mer**, comporte un système de traitement assurant au moins l'élimination des hydrocarbures. La même contrainte sera imposée lorsque le rejet est indirect au travers d'une surface déjà imperméabilisée telle que route, cale ou promenoir. (p.24 DOG)

Dans le cadre d'aménagements de nouvelles infrastructures routières, les collectivités veilleront à ce que des mesures visant la **transparence hydraulique** soient intégrées pour éviter des effets de barrage et pour favoriser l'écoulement naturel des eaux. (p.24 DOG)

## Prévenir les risques d'inondations

En s'appuyant sur l'Atlas régional des Zones Inondables, actualisé par la DIREN en 2006 et les cartes des zones submersibles publiées par la DIREN, les communes du Pays Coutançais prendront en compte, dans le cadre de leur planification, **les risques d'inondations** auxquels elles sont soumises. (p.26 DOG)

Ainsi, les communes veilleront à interdire l'urbanisation dans les zones où les **remontées de nappes** empêchent la mise en œuvre des solutions d'assainissement adoptées. (p.26 DOG)

Les communes concernées par le **Plan de Prévention des Risques Inondation de la Vallée de la Seine** devront appliquer les prescriptions faites par le PPRI et réaliser leur Document d'Information sur les Risques Majeurs (DICRIM) en conséquence. (p.26 DOG)

**Risque de submersion.** (p.33 DOG)

☞ *cf. fiche 4 § Préserver les espaces naturels.*

D'une façon générale, les communes veilleront à prendre en compte l'ensemble des **autres risques** tels que mouvements de terrains, etc. (p.26 DOG)